

[Text]

tax changes that were made during the first phase of tax reform, the impact of which have not yet been revealed in the data. Even after these changes, however, the government itself conservatively estimates that at least 60,000 profitable corporations pay no income tax. A minimum corporate tax could raise at least \$3 billion and probably more. Peat Marwick Thorne suggests "a simple neat corporate minimum—companies pay the greater of 20 per cent or 25 per cent of profits on their financial statements and their actual income tax owed".

We should try to reduce income tax cheating. The government spends almost nothing to verify the complex tax returns of businesses and high-income earners. Revenue Canada estimates that it was short-changed by \$10 billion in 1987—one-third of the entire federal deficit; other estimates range as high as \$22 billion lost each year. Revenue Canada has also found that, for every dollar it spends on corporate tax audits, an average of \$17 is gained in revenue, making auditing perhaps the most profitable activity in which the government engages. If Revenue Canada hired a fraction of the tax inspectors that will be needed to oversee the GST, analysts cautiously predict that \$3 billion could be recaptured from tax cheaters.

Finally, if the Conservative government refuses to consider these measures, then we would recommend two other possible alternatives. One would be to have a royal commission on taxation. A second option would be to follow the advice of economist Richard Bird and do nothing for two years. By following either of these two options, the government would at least allow Canadians time to examine tax alternatives and to express their opinion on Conservative policies at the ballot box.

On behalf of our members, we conclude by urging the Senate in the strongest possible terms to turn down this proposed GST legislation. You represent the only form of checks and balances available to constrain the abusive actions of an elected government bent on misusing its majority. There is much debate right now on constitutional reform and on the structure of the Senate, but until change occurs, senators have the constitutional responsibility to ensure that the elected government of this country acts in a democratic manner.

This legislation does not reflect the will of the vast majority of Canadians. We call on you, the Senate, to reject it decisively. By doing so, you will show a courage and a willingness to listen to Canadians that our elected government is unable to demonstrate. Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Ms. Meagher. Again, you have presented a view that we have heard across the country from labour groups.

Senator Perrault: Ms. Meagher, thank you for bringing forward the views of the B.C. Federation of Labour. We heard a statement made to the committee on June 27 by Mr. John

[Traduction]

Nous connaissons les changements apportés à l'impôt sur le revenu des sociétés pendant la première étape de la réforme fiscale, dont les répercussions n'ont pas encore été révélées dans les données. Mais même après ces changements, le gouvernement lui-même estime qu'au moins 60 000 sociétés rentables ne payent pas d'impôt sur le revenu. Un impôt minimum sur les sociétés permettrait de prélever au moins 3 milliards de dollars et peut-être plus. Peat Marwick Thorne suggère «un impôt minimum sur les sociétés simple et sans complication—les compagnies paient le plus élevé de 20 ou 25 p. 100 des profits sur leurs états financiers et l'impôt sur le revenu réel qu'elles doivent».

Nous devrions essayer de réduire l'évitement fiscal. Le gouvernement ne dépense presque rien pour vérifier les déclarations d'impôt complexes des entreprises et des riches. Revenu Canada estime qu'elle a perdu quelque 10 milliards de dollars en 1987—un tiers de tout le déficit fédéral; d'autres évaluations vont jusqu'à 22 milliards de dollars de perte chaque année. Revenu Canada a également découvert que pour chaque dollar qu'elle dépense sur les vérifications de l'impôt des sociétés, elle ne récupère en moyenne que 17 \$ en recette, ce qui fait de la vérification l'activité la plus rentable dans laquelle le gouvernement est engagée. Si Revenu Canada engageait une fraction des inspecteurs fiscaux dont elle aura besoin pour surveiller la TPS, les analystes prévoient que l'on pourrait récupérer 3 milliards de dollars des tricheurs.

Finalement, si le gouvernement conservateur refuse d'envisager ces mesures, nous recommanderons deux autres solutions. L'une serait d'instaurer une commission royale sur la fiscalité, la deuxième serait de suivre les conseils de l'économiste Richard Bird et de ne rien faire pendant deux ans. En suivant l'une ou l'autre de ces options, le gouvernement permettrait au moins aux Canadiens d'avoir le temps d'examiner les autres solutions et d'exprimer leur opinion sur les politiques conservatrices lors des prochaines élections.

Au nom de nos membres, nous concluons en demandant instamment au Sénat dans les termes les plus forts de rejeter ce projet de loi. Vous représentez la seule forme de surveillance qui permette d'empêcher les abus du gouvernement élu qui a tendance à abuser de sa majorité. On parle beaucoup en ce moment de réforme constitutionnelle et de la structure du Sénat, mais avant que des changements ne se produisent, les sénateurs ont la responsabilité constitutionnelle de veiller à ce que le gouvernement élu agisse de façon démocratique.

Le projet de loi ne reflète pas la volonté de la vaste majorité des Canadiens. Nous vous demandons vous, le Sénat, de la rejeter sans ambiguïté. Ce faisant, vous ferez preuve de courage et de la volonté d'écouter les Canadiens que notre gouvernement élu n'a pas été en mesure de prouver. Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie beaucoup, madame Meagher. À nouveau, vous avez présenté un point de vue que nous avons déjà entendu dans tout le pays de la part des groupes syndicaux.

Le sénateur Perrault: Madame Meagher, je vous remercie d'avoir présenté le point de vue de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique. M. John Crow, le gouverneur de la